

Requesting Organization :	Enfants Sans Frontières		
Allocation Type :	Allocation Standard 1		
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage	
Education		100.00	
		100	
Project Title :	Renforcement de l'environnement protecteur autour de 10 écoles dans la Sous-préfecture de Grimari		
Allocation Type Category :			
OPS Details			
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-17/HCF10/AS1/EDU/NGO/6195
Cluster :		Project Budget in US\$:	49,998.96
Planned project duration :	8 months	Priority:	
Planned Start Date :	15/08/2017	Planned End Date :	14/04/2018
Actual Start Date:	15/08/2017	Actual End Date:	14/04/2018
Project Summary :	<p>Depuis trois années, le système éducatif centrafricain éprouve encore d'énormes difficultés pour se relever suite à la crise que le pays a connue.</p> <p>A cette crise qui n' a que trop duré, s'ajoutent d'autres problèmes qui sous-tendent à ce jour l'accès des enfants à l'école, notamment, la persistance de l'insécurité à l'intérieur du pays, l'absence des enseignants qualifiés dans les écoles dans lesquelles ils sont affectés, le taux élevé d'enfants dans les sites des déplacés et les zones de retour sans aucune structure formelle d'encadrement scolaire et l'incapacité des parents à faire face à la scolarisation de leurs enfants du fait de la pauvreté.</p> <p>La plupart de ces enfants vivent avec leurs parents dans les sites des personnes déplacées encore ouvertes à ce jour. Cependant d'autres qui sont retournés dans leurs villages d'origine après avoir fui les hostilités peinent à avoir accès à l'éducation formelle.</p> <p>Cette situation a incontestablement créé, une inégalité de chance à l'éducation garantie à tous les enfants et limite les opportunités d'apprentissage qui leurs sont offertes.</p> <p>Pour permettre aux enfants affectés par la crise d'avoir accès à l'éducation, le Ministère de l'Education et le Cluster Education ont instauré l'approche d'éducation en situation d'urgence à travers les Espaces Temporaires d'Apprentissage et de Protection de l'Enfance (ETAPE) durant ces trois (03) années.</p> <p>Toutefois, il est à souligner que ces écoles d'urgence instaurées par le Cluster Education tant dans les sites des déplacés internes que dans les zones de retour éprouvent aussi d'énormes difficultés dans leur fonctionnement du fait de l'insécurité et la méconnaissance de la gestion des alertes précoces.</p> <p>Ces problèmes se rencontrent le plus souvent dans des écoles situées dans des zones de retour ainsi que dans les sites des déplacés, car les souvenirs des attaques dans la zone font penser à des nouvelles attaques. Ce qui entraîne un manque de concentration des Enseignants au travail, cependant, les parents sont toujours prêts à retenir leurs enfants à la maison.</p> <p>C'est le cas de la Sous-préfecture de Grimari où les conflits armés sont fréquents et ne permettent pas aux enfants scolarisés de mieux suivre les cours.</p> <p>Force est de constater dans cette zone qu'il y a une accalmie, mais les souvenirs des précédentes attaques font toujours penser à la reprise des hostilités. Dans cette logique, bon nombre de parents ont pris la décision de ne plus laisser leurs enfants repartir à l'école compte tenu de l'insécurité grandissante dans cette zone.</p> <p>Cependant, une analyse de la situation sécuritaire menée par l'ONG Enfants Sans Frontières sur le terrain a fait ressortir que la Sous-préfecture de Grimari, située entre Bambari, Sibut et Bakala et Kouango est victime des fausses informations sur d'éventuelles attaques par les hommes armés.</p> <p>Ces faits continuent de se perpétuer du fait de l'absence d'un mécanisme d'alerte précoce capable de recouper, gérer et partager les informations avec la communauté et les écoles.</p> <p>C'est dans cette optique que l'ONG Enfants Sans Frontières se propose d'apporter un appui au bon déroulement de l'année scolaire dans la Sous-préfecture de Grimari à travers la mise en œuvre dudit projet qui prend en compte la sécurisation des écoles ainsi que le renforcement, la mise en place d'un système d'alerte précoce au sein des communautés, la formation des Enseignants et animateurs dans la prise en charge psychosociale des enfants affectés par les conflits.</p> <p>Ce projet pilote vise essentiellement 08 écoles publiques dans la Sous-préfectures de Grimari, notamment, les écoles Notre Dame de Liesse, Ngoulinga, Labamba, Poumalé, Dedala, Nguéréfa, Pounoumalé, Gbagueu et 02 ETAPE qui sont mises en place et gérés par l'ONG nationale YAMACUIR Centrafricaine.</p>		

Direct beneficiaries :

Men	Women	Boys	Girls	Total
1,216	2,179	2,874	2,056	8,325

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	416	979	1,150	1,082	3,627
Internally Displaced People	800	1,200	1,724	974	4,698
Other	0	0	0	0	0

Indirect Beneficiaries :

Environ 8,678 personnes seront des bénéficiaires indirects dudit projet car, ils ne seront incluses directement dans les activités de mise en place du système d'alerte précoce, ni des formations.

Catchment Population:

Le projet aura un effet positif sur 17.003 personnes qui vivent dans la zones ciblée par le projet et qui vont avoir des orientations quotidiennes grâce aux informations qui seront fournies par les comités locaux et qui leur permettront aussi de vaquer à leur préoccupations traditionnelles.

Link with allocation strategy :

La situation sécuritaire dans la Sous-préfecture de Grimari a affecté beaucoup d'enfants qui sont aujourd'hui en rupture avec l'éducation et dont bon nombre d'entre eux trainent encore des stigmates liés à ces conflits récurrents, notamment, le traumatisme (physique et psychologique), perte des parents et déplacement.

Pour sauver la vie aux enfants vivant dans la zone du projet, il faut une réponse urgente, telle que proposée par l'ONG Enfants Sans Frontières, afin de sécuriser les écoles dans le but de prévenir les attaques venant des groupes armés en mettant en place un mécanisme d'alerte précoce, afin de permettre aux enfants de suivre les cours dans un environnement protecteur.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
BOUNGUINZA Mathurin	Chargé de l'Education	esf_rca2008@yahoo.fr	(00236) 72 28 01 05

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis**

La sous-préfecture de Grimari fait partie des zones profondément touchées par les conflits armés. C'est d'ailleurs ce qui justifie son choix dans la répartition géographique des zones d'urgence humanitaire.

Malgré plusieurs interventions de la MINUSCA dans cette zone pour mettre un terme aux combats qui opposent les groupes armés, la présence des hommes en arme est toujours signalée soit dans la ville ou à la périphérie, ce qui plonge cette zone dans un contexte sécuritaire très volatile. On retrouve à ce jour dans cette sous-préfecture, les Anti- Balaka, les éléments de l'UPC et les peuls armés. Le mouvement des travailleurs humanitaires dans cette zone est réduit, car ces hommes en armes sont encore présents sur les principales artères qui relient Grimari à Bambari, Bakala, Kouango et Sibut.

L'impact de la présence des groupes armés sur la communauté en général et les enfants en âge scolaire est très négatif. On assiste à ce jour à un ralentissement de la vie économique et sociale dans cette zone.

Les enfants ne vont plus à l'école comme auparavant à cause de l'insécurité. De l'autre côté, les enseignants affectés à Grimari et dont certains ont fui les hostilités ne sont pas prêts à regagner leurs postes d'affectation à cause de l'insécurité. Cette situation a eu un impact négatif sur l'Éducation des enfants dans cette zone, dont certains manquent d'enseignants et d'autres sont retenus par les parents à la maison en guise de leur protection. Après une évaluation effectuée par l'ONG Enfants Sans Frontières dans cette zone, il ressort qu'il y a de cela huit (08) mois que les combats sanglants avaient eu lieu à Grimari, mais les hommes armés sont toujours présents tant au sein des communautés qu'aux abords de la sous-préfecture. Seulement, la population interprète très mal les mouvements de ces derniers qui continuent de faire peur à la population civile. On note la présence des Personnes déplacées internes venus de Bakala et des villages environnants qui y vivent là depuis plus de deux (02) années. Les rumeurs sur les nouvelles attaques de la ville par les groupes armés alimentent le quotidien et du coup, ces nouvelles réduisent la mobilité des population qui s'abstiennent de vaquer à leur préoccupation traditionnelles et dont certains interdisent à leurs enfants de ne pas aller à l'école. Ce qui fait donc plonger cette zone dans une crise humanitaire jusqu'à ce jour. Les familles sont exposées à la famine, les femmes et les enfants ont un accès réduit aux services sociaux de base. Malgré la présence des éléments armés de la MINUSCA dans cette zone, cela n'inspire pas confiance à la population qui s'était déjà vue abandonné à son triste sort lors des précédents événements douloureux que la zone ait connue.

2. Needs assessment

Une évaluation des besoins a été faite effectuée par l'ONG Enfants sans Frontières dans la Sous-préfecture de Grimari en date du 20 au 25 mars 2017, avec l'appui de l'ONG YAMACUIR.

L'objectif de cette évaluation était de rechercher les causes d'abandon des classes par les enfants en période normale des cours. Car, d'après les informations reçues, les écoles de la Sous-Préfecture de Grimari à une époque se vidaient de leurs élèves et le taux d'absentéisme et d'abandon croissait à une vitesse vertigineuse et les raisons n'étaient pas connues. Suite à plusieurs interviews faites aux parents d'élèves, leaders communautaires et religieux, administratives et locales, il ressort que les parents craignent les éventuelles attaques des écoles par les groupes armés présents dans la zone. Suite à ces différentes informations reçues, une cartographie de la présence des groupes armés dans la zone a été établie et fait ressortir que les Anti-Balaka sont dans la ville de Grimari ainsi que dans les principaux villages de la zone du projet.

Cependant, sur les axes Grimari-Bambari, Grimari-Bakala et Grimari-Kouango, la présence des éléments de l'UPC est signalée et avérée. Au regard de la position de la ville de Grimari qui se situe au carrefour des villes occupées par les groupes armés, plus encore les mauvais souvenirs que les communautés ont des derniers affrontements dans cette ville ou les Anti-Balaka se sont affrontés avec l'UPC, puis les représailles de la MINUSCA ayant fait beaucoup de victimes dans le rang des Anti-Balaka et la population civile, la population entière traîne encore des stigmates de traumatisme, de peur et de crainte des nouvelles attaques.

Force est de constater dans cette zone que des rumeurs d'attaques de Grimari circule à tout moment et cela augmente la peur chez les communautés qui ne peuvent plus vaquer à leurs préoccupations traditionnelles et certains parents ont pris la mauvaise décision de ne plus laisser leurs enfants aller à l'école de peur qu'ils ne soient kidnappés par les hommes en armé encore opérationnels dans cette zone. Cette évaluation en résultat, a permis de toucher du doigt le réel problème qui gangrène l'Éducation dans cette zone, à savoir, les "Rumeurs d'attaques imminentes par les groupes armés". Alors que les enfants veulent bien aller à l'école, seulement, certains sont démotivés à entendre parler d'attaques contre les écoles et le kidnapping d'enfants.

Or, il se pose un sérieux problème de gestion de l'information au niveau communautaire, ce qui met toujours la population en cavale, alors que certaines de ces informations ne sont donc pas fondées, ni vérifiées. C'est pour permettre à cette population meurtrie par les conflits d'avoir une clairvoyance et une communication assez fluide et sûre sur les mouvements des groupes armés dans la zone du projet que ce projet est donc conçu. D'ores et déjà, cette situation a fait perdre à environ 17% d'enfants leur scolarité. Alors que le plan de réponse humanitaire 2017-2019 du Cluster Éducation en République Centrafricaine a vocation de faire accéder tous les enfants âgés de 3 à 18 ans à une Éducation de qualité tout en leur garantissant un environnement protecteur.

Les méthodologies utilisées sont les suivantes:

- Interview directe avec des personnes choisies au hasard;
- Focus groups avec un groupe représentatif des différentes couches de populations;
- Rencontre avec les Autorités Administratives, locales et Éducatives de la zone.

3. Description Of Beneficiaries

Le choix des bénéficiaires de ce projet se fera de commun accord avec les leaders communautaires et en présence des autorités étatiques en tenant réellement compte de la vulnérabilité des ayant droits.

Les bénéficiaires directs de ce projet sont présentés de manière suivante :

4090 enfants scolarisés (3 à 18 ans) dans le rang desquels

- 1935 filles et adolescentes de la maternelle au fondamental 1 et autres filles vulnérables ;
- 2874 garçons et adolescents de la maternelle au fondamental 1 et autres vulnérables ;
- 321 enfants vulnérables (ES, ENA, EAFGA, victimes VBG, victimes de toute autre violence)

Nous aurons aussi parmi les bénéficiaires :

- 76 Enseignants dont 35 Maitres-parents qui vont bénéficier de la formation en pédagogie et sur la protection de l'enfance ;
- 300 membres du comité des d'alerte précoce dont 10 membres par comité ;
- 150 membres des APE
- 2746 membres des communautés qui seront touchés par les sensibilisations ciblées par les sensibilisations

Au total, 8325 bénéficiaires seront touchés par ce projet.

4. Grant Request Justification

Le projet renforcement de l'environnement protecteur autour des écoles dans la Sous-préfecture de Grimari va contribuer à la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire 2017-2019 du Cluster Éducation en République Centrafricaine.

Ce projet cadre avec l'objectif n°1 du plan stratégique du Cluster Éducation qui a pour finalité d'offrir aux filles et garçons (3-18 ans) affectés par la crise un accès équitable à des environnements d'apprentissage sains et sécurisés. Cette stratégie répond à la situation d'enfants vivants dans des zones affectés par les conflits.

L'absence d'un système de communication pour prévenir les communauté en cas d'attaques est devenu comme un obstacle à l'éducation dans la zone de Grimari, qui a un moment était le théâtre des affrontements entre les groupes armés a été un manquement pour cette localité. Alors que les hostilités ont cessé il y a de cela plus de huit (08) mois, mais l'impact sur les population tellement affectée pèse encore et se manifeste par des rumeurs de nouvelles attaques, qui se transforment en trouille au sein des communautés et finalement finit par toucher les écoles qui restent fermées parfois pendant des semaines.

Ce projet, novateur, tel que qualifié par le Comité CHF, va non seulement répondre à ce besoin crucial de communication au sein des communautés, mais va contribuer à la participation communautaire dans la protection de l'enfance en milieu scolaire, ce qui emporte pour ces enfants, le droit à l'éducation qui est un droit fondamental, dont ils ont besoin d'un strict minimum de sécurité pour mieux suivre les cours suivant le calendrier annuel établi par le Ministère de l'Éducation.

5. Complementarity

Ce projet tel que présenté, va venir en appui aux projets ETAPE mis en œuvre par l'ONG YAMACUIR, depuis plus de trois (03) ans et qui va être reconduit dans les mois qui viennent grâce à l'appui financier de l'UNICEF. Ce projet va développer un système de communication acquise à la communauté sur le maintien et le suivi des enfants à l'école.

Pour réussir à ce projet, les autorités éducatives de la zone seront mises à contribution, notamment, l'Inspecteur d'académie, l'Inspecteur de l'Enseignement Fondamental 1 et le Chef de Secteur de Grimari.

Les parents d'élèves et les Clubs de jeunes contribueront efficacement à la mise en œuvre de ce projet par leur disponibilité déjà acquise à participer aux différentes formations qui seront proposées dans le cadre de la mise en place des comités du système d'alerte précoce et le rapportage des incidents liés aux violations des droits de l'enfant et la surveillance des mouvements des groupes armés dans la zone.

Enfin, La présence de l'ONG ESF se fera remarquer aux réunions de la Coordination de l'action humanitaire qui se tien dans l'enceinte de OCHA à Bambari, afin de partager les données et les expériences qui seront tirées de la mise dudit projet et aussi au niveau sectoriel, les informations seront partagées avec le Sous-cluster Éducation de la Ouaka.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Renforcement de l'environnement protecteur autour des écoles dans la Sous-préfecture de Grimari

Education

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2017 Objectif 1 : Les filles et garçons (3-18 ans) affectés par la crise ont un accès équitable à des environnements d'apprentissage sains et sécurisés	Objectif 1 SRP - 2017 : Sauver des vies	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le projet présenté par l'ONG ESF est conçu de manière à contribuer à la mise en œuvre du PRH 2017-2019, en particulier de l'OS 1 du secteur éducation « les filles et garçons (3-18 ans) affectés par la crise ont un accès équitable à des environnements d'apprentissage sains et sécurisés » à travers le renforcement de la communication au niveau communautaire, axée sur la protection de l'enfance en milieu scolaire.

A travers ce projet, la communauté saura de quelle manière surveiller les mouvements des différents groupes armés qui opèrent dans la zone et communiquer efficacement et avec précision afin d'éviter que les rumeurs qui dominent les communautés qui s'affolent en écoutant parler des nouvelles attaques. La réussite de ce projet va contribuer au maintien des enfants à l'école et sans interruption des cours à un moment donné, car ces rumeurs au sein des communautés ont une incidence très grave sur l'éducation des enfants dans la zone du projet et si une attention particulière n'est pas accordée à cette situation, les objectifs visés par le Cluster Éducation ne seront pas atteints.

L'un des avantages de ce projet est qu'il va créer un partenariat tripartite autour de la scolarisation des enfants dans cette zone, en ramenant les parents sur les rôles qu'ils devraient jouer et qu'ils ont oublié, celui du suivi de l'enfant scolarisé. L'expérience a démontré que les parents suivent très difficilement leurs enfants et généralement n'attendent que la fin d'année pour s'enquérir de la situation de leurs enfants. L'implémentation de ce projet permettra donc de mobiliser les parents vers les écoles, afin d'être en contact avec les Enseignants non seulement le suivi des enfants scolarisés, mais aussi de contribuer à la protection de l'enfance en milieu scolaire.

Pour capitaliser les acquis de ce projet, une synergie sera créée entre ESF, YAMACUIR, APE et Comité d'alerte précoce pour que même en l'absence d'une reponse financée dans le cadre d'un projet pareil, que la réponse communautaire soit engagée pour assurer la protection de l'enfance tant au sein des communautés que dans des écoles.

Outcome 1

Un environnement d'apprentissage sain et sécurisé est offert aux enfants scolarisés, filles et garçons de 3 à 18 ans affectés par la crise.

Output 1.1

Description

Un système d'alerte précoce est mis en place au sein des communautés des 08 écoles, 02 ETAPE et fonctionne efficacement

Assumptions & Risks

La présence des groupes armés reste encore un danger permanent pour les enfants scolarisés et surtout des filles qui sont toujours exposées aux viols de manière systématique.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Protection	# de sous-préfectures et d'arrondissements de Bangui affectés par le conflit qui sont couverts par le monitoring de protection ou les systèmes d'alerte précoce					1
Means of Verification :							
Indicator 1.1.2	Education	# d'enfants ayant bénéficié des activités de soutien psychosocial, mécanismes de protection et des formations aux messages qui sauvent des vies (données désagrégées par sexe)			0	0	0
Means of Verification :							
Indicator 1.1.3	Protection	Nombre de personnes sensibilisé la protection de l'enfant Désagrégé par age et sexe (cible 1216 Hommes, 2179 femmes, 2056 filles, 2874 garçons)					0

Means of Verification :

Indicator 1.1.4	Education	# d'enfants ayant bénéficié des activités de soutien psychosocial, mécanismes de protection et des formations aux messages qui sauvent des vies (données désagrégées par sexe)			2,87 4	2,17 9	5,053
Means of Verification : -Mise en œuvre du projet -Rapport d'évaluation -Rapport d'activité							
Activities							
Activity 1.1.1 Élaboration du système d'alerte précoce par l'équipe du projet ;							
Activity 1.1.2 Mise en place des comités d'alerte précoce au sein des communautés des 08 écoles et 02 ETAPE							
Activity 1.1.3 Formation des 100 membres des 10 comités d'alerte précoce sur la surveillance des violations des droits de l'enfant en milieu scolaire ainsi que la technique de recoupement des informations et rapportage sur les mouvements des groupes armés dans leurs zones.							
Activity 1.1.4 Formation des APE et Comités locaux ETAPE sur la gestion du patrimoine scolaire et protection de l'environnement protecteur.							
Activity 1.1.5 Sensibilisation de masse sur la protection de l'enfant en milieu scolaire et l'apport de la communauté pour la bonne marche du système d'alerte précoce.							
Outcome 2 La protection des enfants affectés par les conflits est assurée dans les écoles et au sein de la communauté							
Output 2.1							
Description Un système de prise en charge psychosocial est mis en place dans les écoles							
Assumptions & Risks Le risque est que certains membres des groupes armés peuvent être membres du comité d'alerte précoce et fragiliser le système. Pour contourner ce risque, il faut éviter que les membres des groupes armés ne fassent pas partie du comité qui sera mis en place.							
Indicators							
			End cycle beneficiaries				End cycle
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Education	# d'enfants ayant bénéficié des activités de soutien psychosocial, mécanismes de protection et des formations aux messages qui sauvent des vies (données désagrégées par sexe)			2,87 4	2,05 6	4,930
Means of Verification : Rapport de formation des Enseignants et animateurs endogènes sur la prise en charge psychosociale; Rapport d'activité hebdomadaire et mensuelle de prise en charge d'enfants à travers les activités récréatives;							
Indicator 2.1.2	Education	# d'apprenants bénéficiant d'un soutien psychosocial (données désagrégées par sexe)	1,216	2,179	2,87 4	2,05 6	8,325
Means of Verification : -Mise en oeuvre du projet -Rapports de suivi/Evaluation -Rapport du projet							
Activities							
Activity 2.1.1 Identification des Enseignants et recrutement des animateurs (Agents Psycho Sociaux) Cette activité incombe à l'équipe du projet qui se mettra d'accord avec les Directeurs d'écoles pour définir le critère de choix des Enseignants qui seront retenus pour suivre la formation comme points focaux dudit projet au sein même des écoles. Quant aux animateurs, ils seront recrutés par voie de test par l'organisation.							
Activity 2.1.2 Formation des Enseignants et animateurs sur la prise en charge psychosociale							
Activity 2.1.3 Conduite quotidienne des activités psychosociales par les animateurs au sein des écoles avec l'appui des Enseignants formés							
Activity 2.1.4							

Écoute active des enfants à besoins spécifiques dont l'identification se fera à partir des activités récréatives et sportives qui seront organisées et les enfants qui n'y participeront pas activement alors qu'étant bien en forme seront récupérés au fur et à mesure pour être écoutés et référés vers les structures de prise en charge.

Activity 2.1.5

Sensibilisation des enfants par les enfants à travers des clubs d'enfants sur la cohésion sociale en milieu scolaire et la paix sous l'encadrement des Agents Psychosociaux recrutés et formés à cet effet.

Output 2.2

Description

Un système de référencement est mis en place dans les écoles et oriente les enfants vers des structures de prise en charge.

Assumptions & Risks

Le risque est que certains Enseignants et animateurs ne maîtrisent pas normalement le circuit de référencement. Il y a aussi la reprise des hostilités dans cette zone qui risque fragiliser le système de référencement.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.2.1	Education	# de mécanisme de référencement des cas de protection en place					4,235
Means of Verification : Rapport de référencement hebdomadaire avec les fiches de référencement et de contre référencement.							
Indicator 2.2.2	Protection	# de sous-préfectures et d'arrondissements de Bangui affectés par le conflit qui sont couverts par le monitoring de protection ou les systèmes d'alerte précoce					1

Means of Verification : -Mise en oeuvre du projet

- Rapports de suivi/Evaluation
- Rapport du projet

Activities

Activity 2.2.1

Identification des centres de référencement et de prise en charge spécifique

L'équipe du projet vérifiera s'il existe déjà un circuit de référencement établi dans la zone à défaut duquel, elle mettra tout en œuvre pour convoquer une réunion avec tous les intervenants dans le secteur de la sécurité (police et gendarmerie), Santé (Hôpital et centres de santé), les associations et organisations à assise communautaire (Jeunesse et femmes) pour définir les grandes lignes à suivre quand des cas de viols ou violence est avéré au sein de la communauté.

Activity 2.2.2

Briefing des Enseignants et APS sur le circuit de référencement des cas (les structures de référencement seront montrées aux Enseignants et Agents Psychosociaux afin que quelque soit l'endroit où ils se retrouvent, ils peuvent rapidement référer les victimes des VBG et autres violences vers des structures de prise en charge et les circuits à emprunter).

Activity 2.2.3

Référencement proprement dit qui se matérialise par l'effectivité de la réception des victimes par les structures de prise en charge sur présentation des fiche de décharge et de contre décharge.

Activity 2.2.4

Suivi des survivant (e)s ou victimes après le référencement au sein de leurs communautés

Le suivi sera assuré par les animateurs et les membres des organisations locales afin d'assurer la pérennisation des acquis du projet.

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Dans la mise en œuvre de ce projet, il est prévu un double suivi:

Le premier est interne à l'organisation et la charge est donc confiée à un Chargé de Suivi/Évaluation qui sera recruté. Le suivi/Évaluation sera fait en interne chaque 01 mois et le rapport sera partagé avec le partenaire. Le suivi et le reporting fournira des données désagrégées par sexe et âge.

Le second suivi sera effectué deux (02) fois et conjointement avec le partenaire. Le premier suivi/évaluation conjoint sera effectué à la fin des quatre (04) premiers mois et le second à la fin du projet.

Dans le souci de redevabilité envers les bénéficiaires dudit projet, ce projet sera présenté publiquement aux acteurs étatiques dans la zone ciblée, notamment, les autorités administratives et locales, ainsi qu'aux représentants des bénéficiaires (APE, Clubs des jeunes, leaders des organisations locales, leaders religieux et communautaires) sans oublier les autres intervenants dans la zone. Ces personnes énumérés seront impliqués dans le suivi/Évaluation tant au niveau interne qu'externe.

Les données collectées dans la mise en œuvre de ce projet ainsi que les expériences tirées dudit projet seront partagées avec le Cluster Éducation qui a la charge de coordonner les actions dans le domaine de l'Éducation et qui donne des orientations stratégiques. ESF est déjà inscrite sur le mailing list de OCHA en ce qui concerne les organisations présentes dans la Ouaka. Il ne reste qu'à rejoindre le sous-groupe sectoriel Éducation de la Ouaka, afin que sa visibilité sur le terrain soit connue par les autres intervenants du secteur.

Quant à ce qui concerne le plan du rapport, il se présente de manière suivante:

Premier rapport: Rapport à mi-parcours (Fin décembre 2017);

Second rapport: A la fin du projet (Avril 2018).

Les données seront collectées à l'aide d'une fiche conçue pour la cause. Cette fiche sera montée sous forme d'un questionnaire qui sera administré par le Chargé de suivi/Évaluation . Outre la fiche, l'évaluation sera faite soit par interview directe, soit par focus-group visant un nombre assez important de bénéficiaires.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Élaboration du système d'alerte précoce par l'équipe du projet ;	2017									X	X	X	X
	2018												
Activity 1.1.2: Mise en place des comités d'alerte précoce au sein des communautés des 08 écoles et 02 ETAPE	2017									X			
	2018												
Activity 1.1.3: Formation des 100 membres des 10 comités d'alerte précoce sur la surveillance des violations des droits de l'enfant en milieu scolaire ainsi que la technique de recoupement des informations et rapportage sur les mouvements des groupes armés dans leurs zones.	2017									X			
	2018												
Activity 1.1.4: Formation des APE et Comités locaux ETAPE sur la gestion du patrimoine scolaire et protection de l'environnement protecteur.	2017										X	X	
	2018												
Activity 1.1.5: Sensibilisation de masse sur la protection de l'enfant en milieu scolaire et l'apport de la communauté pour la bonne marche du système d'alerte précoce.	2017										X	X	X
	2018	X	X	X	X								
Activity 2.1.1: Identification des Enseignants et recrutement des Animateurs (Agents Psycho Sociaux) Cette activité incombe à l'équipe du projet qui se mettra d'accord avec les Directeurs d'écoles pour définir le critère de choix des Enseignants qui seront retenus pour suivre la formation comme points focaux dudit projet au sein même des écoles. Quant aux Animateurs, ils seront recrutés par voie de test par l'organisation.	2017									X	X	X	X
	2018	X	X	X	X								
Activity 2.1.2: Formation des Enseignants et animateurs sur la prise en charge psychosociale	2017									X			
	2018												
Activity 2.1.3: Conduite quotidienne des activités psychosociales par les Animateurs au sein des écoles avec l'appui des Enseignants formés	2017									X	X	X	X
	2018	X	X	X	X								
Activity 2.1.4: Écoute active des enfants à besoins spécifiques dont l'identification se fera à partir des activités récréatives et sportives qui seront organisées et les enfants qui n'y participeront pas activement alors qu'étant bien en forme seront récupérés au fur et à mesure pour être écoutés et référencés vers les structures de prise en charge.	2017									X	X	X	X
	2018	X	X	X	X								
Activity 2.1.5: Sensibilisation des enfants par les enfants à travers des clubs d'enfants sur la cohésion sociale en milieu scolaire et la paix sous l'encadrement des Agents Psychosociaux recrutés et formés à cet effet.	2017										X	X	X
	2018	X	X	X	X								

Activity 2.2.1: Identification des centres de référencement et de prise en charge spécifique	2017										X	X	X	X
L'équipe du projet vérifiera s'il existe déjà un circuit de référencement établi dans la zone à défaut duquel, elle mettra tout en œuvre pour convoquer une réunion avec tous les intervenants dans le secteur de la sécurité (police et gendarmerie), Santé (Hôpital et centres de santé), les associations et organisations à assise communautaire (Jeunesse et femmes) pour définir les grandes lignes à suivre quand des cas de viols ou violence est avéré au sein de la communauté.	2018	X	X	X	X									
Activity 2.2.2: Briefing des Enseignants et APS sur le circuit de référencement des cas (les structures de référencement seront montrées aux Enseignants et Agents Psychosociaux afin que quelque soit l'endroit où ils se retrouvent, ils peuvent rapidement référer les victimes des VBG et autres violences vers des structures de prise en charge et les circuits à emprunter).	2017											X		
	2018													
Activity 2.2.3: Référencement proprement dit qui se matérialise par l'effectivité de la réception des victimes par les structures de prise en charge sur présentation des fiches de décharge et de contre décharge.	2017											X	X	X
	2018	X	X	X	X									
Activity 2.2.4: Suivi des survivant (e)s ou victimes après le référencement au sein de leurs communautés	2017											X	X	X
Le suivi sera assuré par les animateurs et les membres des organisations locales afin d'assurer la pérennisation des acquis du projet.	2018	X	X	X	X									

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Le projet présenté par l'ONG ESF a respecté scrupuleusement les conditions de redétabilité en offrant aux bénéficiaires l'opportunité d'exercer leurs droits tout en mettant un accent sur le principe de ne pas nuire) ces derniers en assurant leur protection.

Ainsi, l'implication des bénéficiaires dans le cycle dudit projet sera noté à tout moment et de manière claire.

D'ores et déjà, dans l'évaluation des besoins, des focus group ont été organisés avec les communautés afin et qui a permis de savoir leurs attentes en tenant compte des spécificités démographique étant donné que dans la zone du projet, il y a aussi des personnes déplacées internes qui y vivent.

Dans la conception de ce projet, les leaders communautaires ont été mis à contribution dans le choix des écoles prioritaires et le ciblage géographique, démographique et même physique des écoles.

Il est prévu une forte implication des leaders communautaires dans la mise en place des comités d'alerte précoce, car vu le caractère sensible de ce projet, il y a lieu de vérifier la moralité de certaines personnes qui souhaiteraient intégrer ces comités. D'autre part, l'équipe du projet restera à l'écoute des opinions des bénéficiaires, afin de recenser leurs suggestions et leurs plaintes dans le seul but d'améliorer la qualité de l'intervention tout prouvant la neutralité de l'organisation dans la réponse à apporter.

Pour ce qui est du suivi et évaluation du projet, l'implication des communautés sera mentionnée, car il n'y a que les bénéficiaires qui peuvent dire réellement ils ont été satisfaits par l'intervention de l'ONG ESF dans le cadre dudit projet.

ESF mettra en place des mécanismes de feedback/plainte à travers les porte-ouvertes organisées au cours du projet, des boîtes à suggestion tant dans les lieux publics que dans des écoles, des discussions interactives avec les groupes de bénéficiaires à plusieurs niveaux (hommes, femmes et enfants) dans le but d'améliorer les interventions en cours d'exécution du projet. D'autre part, les opinions, frustrations, préoccupation des populations affectées seront prises en compte et permettra d'améliorer l'intervention sur le terrain.

Implementation Plan

La mise en œuvre de ce projet se fera de manière suivante:

- Recrutement du staff du projet (Staff du programme et animateurs locaux),
- Déploiement du staff sur le terrain;
- Lancement du projet: Présentation du staff et du projet aux autorités locales et éducatives de Grimari;
- Mise en place des comités d'alerte précoce dans les 10 écoles;
- Formation des membres des comités d'alerte précoce
- Formation des Enseignants et Agents Psychosociaux (animateurs) sur la prise en charge psychosociale des enfants affectés par les conflits;
- Formation des APE et comités locaux ETAPE sur la protection de l'enfant en milieu scolaire et la gestion du patrimoine scolaire
- Conduite des activités quotidiennes de prise en charge psychosociale des enfants affectés par les conflits.

Pour ce qui concerne le système d'alerte précoce, chaque comité sera appelé à surveiller et recouper toutes les informations relatives aux mouvements de groupes armés et partagera avec le staff du projet sur place à Grimari. Les informations partagées seront d'abord vérifiées par les animateurs qui se rendront chaque jour dans les écoles et la dernière vérification sera vérifiée par les superviseurs.

Si les informations partagées sont réelles, l'équipe du projet développera immédiatement un plan de communication acquise à la communauté et le plan de sécurité à mettre en place afin d'épargner les enfants des attaques des groupes armés.

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
Yamacuir	ESF et YAMACUIR collaboreront de manière efficace pour que ce projet soit exécuté dans des bonnes conditions afin que les objectifs recherchés soient atteints. A ce titre l'expertise de YAMACUIR sera sollicitée pour les différentes formations prévues, la réactualisation du circuit de référencement des VBG et autres cas de violence, ainsi que la sensibilisation des communautés sur les droits de l'enfant.

UNICEF	Dans le cadre du même financement, UNICEF aura aussi une intervention dans la Préfecture de la Ouaka. Ce qui permettra de se coordonner et échanger les expériences et leçons tirées de ce projet à court, moyen et long terme afin de mieux identifier les gaps à couvrir dans les prochains jours.
Sous-cluster regional (Ouaka)	ESF prendra part aux réunions du Sous-cluster Education de la Ouaka pour présenter ledit projet et de partager les données importants afin de lui permettre de faire des plaidoyers en faveur de l'éducation dans la zone.
Cluster Education	Les données de ce projet seront partagées avec le Cluster Education qui a pour mission de coordonner les activités touchant à l'Education sur l'étendue du territoire. Les rapports seront mis à la disposition du Cluster afin de permettre la visibilité des activités de ESF sur le terrain.

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Ce projet se propose de contribuer significativement à l'équité de genre, à travers une approche transversale de gender en mettant un accent particulier sur l'équilibre homme/femme, que ce soit dans les actions mises en place ou dans les processus de décision.

La discrimination basée sur le genre est encore très visible dans la zone visée par le projet, car la place laissée à la femme est très réduite dans cette localité, les préjugés culturels font que les femmes et les filles ne participent pas activement à la prise des décisions, alors que les opportunités sont offertes à ces dernières.

Pour y parvenir, le genre et l'équité seront intégrés de manière transversale à l'ensemble des actions proposées :

D'une part, la mise en place des comités locaux d'alerte précoce verra la participation des femmes de la localité dont la présence dans le bureau et le corpus desdits comités à parité égale sera noté.

D'autre part, les sensibilisations sur les droits de l'enfant, droit à l'éducation, de la jeune fille et sur la prévention et prise en charge des cas de violences basée sur le genre et de discrimination seront réalisées par une équipe du sexe masculin et féminin afin de garantir la diffusion du message à toutes les catégories de la population et à plusieurs niveaux.

Au sein des écoles, la présence des filles dans les clubs d'enfants sera garantie afin de permettre à celles-ci de s'exprimer librement dans les sensibilisations de leurs pairs à travers de jeux et sketches sur les compétences de vie, les questions liées au VIH/SIDA, les grossesses non-désirées etc....

Une opportunité sera offerte aussi aux femmes lettrées de faire partie des animateurs endogènes qui seront recrutés et formés pour l'implémentation de projet, car les animateurs auront une tâche très délicate dans le cadre de l'accompagnement psychosocial des enfants à besoins spécifiques, notamment dans les écoutes et référencement des cas. Pour cela, les garçons ne pourront être écoutés que par les animateurs et les filles par les animatrices pour garantir la confidentialité des écoutes.

La parité homme-femme et garçons-filles sera de 50 / 50 pour ne pas être très ambitieux et seule, la réalité du terrain permettra de voir comment l'appliquer.

Protection Mainstreaming

L'application du principe de la redevabilité envers les populations affectées sera de rigueur afin de minimiser tout risque d'exposer le personnel affecté au projet aux attaques des communautés. Des mesures administratives seront donc prises pour interdire au personnel d'éviter de nuire aux bénéficiaires pendant la mise en œuvre du projet afin de permettre aux vrais bénéficiaires de recevoir un soulagement à leurs problèmes.

A ce titre, la protection des bénéficiaires sera assurée par l'équipe du projet et ce, avec la participation des structures communautaires, afin de créer un environnement propice et sécurisé. C'est donc dans cette optique qu'il était prévu précédemment que le choix des bénéficiaires se fera avec les autorités étatiques et locales qui ont une vue large sur la situation de vulnérabilité des bénéficiaires dans la zone.

L'avantage d'impliquer les leaders communautaires dans le choix des bénéficiaires revêt d'une importance capitale, car elle permet d'éviter de créer des tensions inutiles dans la mise en œuvre du projet au sein de la communauté.

Aussi, la situation des groupes les plus vulnérables sera appréciée scrupuleusement, il s'agit là des personnes appartenant à groupes marginalisés, notamment, les minorités et les handicapés. Le staff du projet veillera à ce que les membres des groupes vulnérables soient aussi identifiés et impliqués dans la mise en œuvre du projet. Des activités seront planifiées pour ce groupe en tenant compte de leur vulnérabilité. Si au sein des ETAPE et écoles visées par le projet, il existe des enfants (filles et garçons) scolarisés qui appartiennent à ce groupe des plus vulnérables, une attention très particulière sera accordée sur leurs cas afin de leur permettre d'être bénéficiaires aussi de ce projet.

Des précautions seront prises pour éviter d'exposer les bénéficiaires aux éventuelles attaques des groupes armés, si les rumeurs des attaques sont vérifiées ou du moment la présence des groupes armés est signalée au sein de communautés ou dans les écoles visées par le projet. Dans ce cas, les activités doivent être interrompues pour un moment en attendant le retour du calme dans la zone.

Country Specific Information

Safety and Security

ESF avant de mettre en œuvre ses projets, prend toujours le temps d'évaluer la situation sécuritaire dans la zone du projet, et prévoit des réponses idoines et moyens de minimisation des risques. C'est le travail qui incombe aux agents qui arrivent pour la première en évaluation dans la zone du projet et les points saillants qui touchent à la sécurité dans la zone sont partagés avec la coordination de Bangui qui pousse des analyses approfondies afin de définir si oui ou non le projet peut être mis en œuvre.

Cette manière de procéder a permis à ESF toutefois la bonne maîtrise de la situation sécuritaire dans les zones où elle intervient. A cela s'ajoute la bonne collaboration avec les autorités administratives et locales qui ont la maîtrise de leurs zones et qui ne tardent pas de le partager avec l'organisation.

En cas de dégradation de la situation sécuritaire, un plan de retrait du personnel est très vite mis en place sur l'alerte donnée par la coordination humanitaire sur le terrain. A ce jour, la communication sur la situation sécuritaire est assez fluide grâce au travail que fournissent OCHA, le HCR et l'ONG INSO qui partagent assez rapidement les informations sur les mouvements des groupes armés. Ce qui permet aux intervenants sur le terrain de mettre en place leur plan de retrait dans la zone.

ESF communique efficacement avec OCHA, surtout avec les bureaux de zones et INSO pour avoir une idée claire sur la situation sécuritaire qui prévaut dans ses zones d'intervention et plus à profit, la participation aux différentes réunions de protection et de sécurité qui permettent à l'organisation d'alerter son personnel sur le terrain.

Access

La sécurité dans la préfecture de la Ouaka en général et dans la Sous-préfecture de Grimari en particulier est toujours préoccupante avec la présence des groupes armés.

Les déplacements sont sécurisés par les convois de la MINUSCA. Cependant, l'accès demeure encore un enjeu important avec aussi la dégradation avancée de l'état de route et surtout en saison pluvieuse où il faut passer des semaines en route pour atteindre la localité de Grimari située à moins de 400 km de Bangui.

Les risques sont encore élevés, car l'état de dégradation avancé des routes peut causer la perte des matériels destinés au projet en cas d'accident, des dégâts matériels peuvent être enregistrés.

Pour pallier le problème d'accès, recours sera fait à UNHAS qui dessert la ville de Bambari afin d'aider au déploiement rapide du personnel sur le terrain. Toutefois, des réponses adéquates seront développées sur le terrain afin de faciliter le mouvement du personnel soit en moto ou en voiture adapté à l'état de route pendant les évaluations mensuelles prévues.

ESF bénéficiera du soutien de YAMACUIR qui a une longue expérience dans la zone de Grimari afin de trouver une réponse au problème d'accessibilité à certaines écoles identifiées mais éloignées du centre-ville de Grimari.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	1 Coordonnateur du programme	D	1	250.00	8	100.00	2,000.00
	<i>Assure la coordination du projet et l'interface avec le Bailleur</i>						
1.2	1 Chef du projet	D	1	450.00	8	100.00	3,600.00
	<i>Le Superviseur est pris en charge à 100% par le projet.</i>						
1.3	01 Chargé de Suivi/Evaluation	S	1	250.00	8	100.00	2,000.00
	<i>Il est pris en charge à 100 à 100% par le projet</i>						
1.4	02 Superviseurs	D	2	200.00	8	100.00	3,200.00
	<i>Ils sont pris à charge à 100% par le projet</i>						
1.5	06 Animateur (Agents PsychoSociaux)	D	6	130.00	8	100.00	6,240.00
	<i>Ils sont pris à charge 100% par le projet</i>						
1.6	02 Gardiens	D	2	100.00	8	100.00	1,600.00
	<i>Ils sont pris à charge à 100% par le projet</i>						
1.7	01 fille de salle	D	1	50.00	8	100.00	400.00
	<i>Pour l'entretien du bureau</i>						
	Section Total						19,040.00
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Achat 02 mégaphones pour la mobilisation communautaire	D	2	140.00	1	100.00	280.00
	<i>Les 2 mégaphones seront utilisés pour la mobilisation sociale.</i>						
2.2	Piles mégaphones	D	1	193.00	8	100.00	1,544.00
	<i>Source d'énergie des mégaphones</i>						

2.3	Formation des membres des 10 comités d'Alerte précoce sur la surveillance des violations des droits de l'enfant et le fonctionnement du SAP	D	1	800.00	1	100.00	800.00
<i>Pour assurer le renforcement des capacités des membres des comités à mieux comprendre le projet et de s'en approprier</i>							
2.4	Formations des Enseignants et animateurs PsychoSociaux sur la prise en charge psychosociale des Enfants à besoins spécifiques en milieu scolaire	D	1	800.00	1	100.00	800.00
<i>Encadrer les Enseignants et animateurs à mieux cerner les principes de protection de l'enfance afin de mieux travailler pour l'atteinte des objectifs dudit projet.</i>							
2.5	Formation des APE et Comités locaux des ETAPE sur la gestion et protection du patrimoine scolaire	D	1	800.00	1	100.00	800.00
<i>Pour permettre aux APE et membres des comités locaux de connaître le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la gestion des écoles</i>							
2.6	Sensibilisation sur la protection communautaire de l'enfant à l'école et la contribution des communautés dans le fonctionnement du SAP	D	10	100.00	1	100.00	1,000.00
<i>Pour permettre une meilleure communication au sein de la communauté qui ne comprend pas la protection de l'enfance</i>							
2.7	Organisation des réunions mensuelles de partage d'information et d'expérience sur le fonctionnement du SAP dans la zone du projet	D	8	90.00	1	100.00	720.00
<i>Ces réunions permettront à chaque membre de comité d'alerte précoce d'échanger avec les expériences avec ces pairs et aussi de voir comment corriger les et mieux coordonner les interventions sur terrain</i>							
2.8	Frais de référencement des enfants à besoins spécifiques vers les structures de prise en charge	D	1	300.00	1	100.00	300.00
<i>Pour permettre que les victimes soient très vite référencées vers les structures de prise en charge</i>							
2.9	Achat des kits de formation	D	1	300.00	1	100.00	300.00
<i>Pour permettre aux participants de prendre note</i>							
Section Total							6,544.00
3. Equipment							
3.1	c) Equipement informatique : 1 ordinateur fixe (800 USD) + 1 unité centrale (200 USD) + Imprimante (200)	D	1	1,200.00	1	100.00	1,200.00
<i>Cet outil informatique permettra la saisie des données et des rapports d'activité, il sera affecté au sous-bureau de Grimari</i>							
3.2	Achat groupe électrogène 4 KVA	D	1	1,200.00	1	100.00	1,200.00
<i>Source d'énergie pour les ordinateurs et autres moyens de travail.</i>							
3.3	Achat de 05 vélos VTT	D	5	200.00	1	100.00	1,000.00
<i>Pour permettre une mobilité des APS sur le terrain, ces VTT seront les moyen de déplacement affectés aux animateurs.</i>							
Section Total							3,400.00
4. Contractual Services							
4.1	Location véhicule pour la mission de supervision (1mission/ mois x 6 jours / mission)	D	1	600.00	8	100.00	4,800.00
<i>En dehors du staff de terrain, l'équipe de la coordination fera des missions d'évaluation et de supervision à la fin de chaque mois.</i>							
Section Total							4,800.00
5. Travel							
5.1	Frais de mission de supervision et d'évaluation des activités sur le terrain	D	1	200.00	8	100.00	1,600.00
<i>Pour une meilleure accommodation lors des missions de supervision, ces frais permettront à l'équipe de la coordination de à cette fin.</i>							
Section Total							1,600.00
6. Transfers and Grants to Counterparts							
6.1	Frais bancaires et transfert	S	1	100.00	8	100.00	800.00
Section Total							800.00

7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Location du bureau à Grimari	D	1	244.00	8	100.00	1,952.00
	<i>Pour l'assise et la visibilité du projet</i>						
7.2	Cout de communication	D	1	150.00	8	100.00	1,200.00
7.3	Matériel de bureau	S	1	149.00	8	100.00	1,192.00
	<i>Pour faire fonctionner le secrétariat du projet, le matériel de bureau</i>						
7.4	Achat des consommables	S	1	150.00	8	100.00	1,200.00
	<i>Le matériel consommable est indispensable pour le projet, il facilite l'impression des documents du projet.</i>						
7.5	Bureaux et chaises (07 bureaux et 15 chaises et 02 placards)	S	1	800.00	1	100.00	800.00
	<i>Ces mobiliers seront affectés au bureau de base pour permettre une meilleure commodité au personnel du projet et les usagers du service.</i>						
7.6	Carburant groupe électrogène 8 mois (1000 litres)	D	1	150.00	12	100.00	1,800.00
	<i>Permet de produire l'énergie via les le groupe électrogène</i>						
7.7	Maintenance et entretien des vélos, et groupe électro	D	1	180.00	8	100.00	1,440.00
	<i>Le maintien en bon état des équipements.</i>						
7.8	Carburant véhicule supervision	D	1	120.00	8	100.00	960.00
	Section Total						
							10,544.00
SubTotal			58.00				46,728.00
Direct							40,736.00
Support							5,992.00
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							3,270.96
Total Cost							49,998.96
Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouaka -> Grimari	100	1,216	2,179	2,874	2,056	8,325	
Documents							
Category Name				Document Description			
Project Supporting Documents				Rapport d Evaluation dans la zone de GRIMAMI secteur.docx			